

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1920 - 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Annexe au tableau XIV. — Gouvernement Eupen-Malmédy.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2),
PAR M. WAUVERMANS.

MESSIEURS,

La loi du 15 septembre 1919 avait rattaché au Budget du Ministère des Finances le Budget des districts des Cercles Eupen-Malmédy qui sont encore soumis à un régime spécial. Un projet de loi qui vous fut soumis, postérieurement au dépôt du tableau XIV, l'a joint au Budget de l'Intérieur.

Le Budget des Cercles se clôturait par un déficit de 3,714,525 francs d'après le projet primitivement déposé.

Il paraît intéressant de rapprocher certains chiffres des recettes mentionnés dans cet état de ceux qui figurent sous la même rubrique au Budget belge des Voies et Moyens.

C'est ainsi que ce dernier Budget prévoit comme recettes afférentes aux impôts

(1) Budget, n° 101.

Rapport général, n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans ;

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et De Bue.

directs 464,530,000 francs et à l'enregistrement 304,150,000 francs, soit respectivement fr. 61.95 et fr. 40.55 par tête d'habitant.

Pour les mêmes impôts, les prévisions de recettes ne sont dans le Gouvernement d'Eupen-Malmédy que de 1,300,000 francs et 235,000 francs pour neuf mois, représentant annuellement 1,733,333 francs et 313,333 francs, soit respectivement fr. 27.09 et fr. 4.90 par tête.

Il y a lieu de remarquer cependant qu'en 1914, les habitants d'Eupen et de Malmédy se trouvaient vis-à-vis de l'empire allemand dans la même situation, au point de vue budgétaire, qu'ils le sont actuellement vis-à-vis de la Belgique : leur gouvernement, la Prusse, percevait en effet les impôts directs, tandis que le gouvernement impérial, le Reich, encaissait les droits de douanes, accises, etc.

Or, à cette époque, non seulement ils faisaient face à toutes leurs dépenses au moyen du produit des contributions directes, mais encore, la Prusse fournissait à l'empire une contribution dite « Contribution matriculaire » prélevée sur ses ressources propres.

Telle que la situation se présente actuellement, c'est le contraire qui se produit : la Belgique aurait dû combler le déficit du budget des districts jusqu'à concurrence de 3,711,525 francs pour neuf mois ou, pour un an, 4,948,700 francs, soit fr. 77.32 par habitant des districts. Chaque Belge interviendrait sur cette base pour fr. 0.66 dans l'apurement du déficit d'Eupen-Malmédy.

Cette situation budgétaire était de nature à appeler la plus sérieuse attention.

Le régime relatif aux territoires d'Eupen-Malmédy est de nature particulière.

La loi du 15 septembre 1919 qui a organisé leur administration a conféré au Haut Commissaire des pouvoirs extraordinaires : « Il exerce la plénitude des pouvoirs législatif et exécutif sous l'autorité du Premier Ministre » (art. 2).

Cette autorité doit-elle entraîner comme conséquence de consacrer en quelque sorte l'autonomie financière de ces territoires et de soustraire cette gestion aux règles de la comptabilité générale?

Le budget est présenté avec l'autorisation, contenue dans la Note préliminaire donnée au Haut-Commissaire « d'augmenter ou de diminuer les crédits indiqués lorsque les circonstances l'exigeront et pour autant que ces modifications n'aient pas pour conséquence d'entraîner une augmentation de l'intervention de l'État belge dans les dépenses des Cercles ».

Rien dans les textes proposés ni dans les libellés ne consacre telle autorisation de virements d'articles à articles et de chapitre à chapitre.

Elle serait de nature à empêcher un contrôle efficace et de soumettre à la vérification ordinaire les dépenses effectuées : le rôle du Parlement se bornerait à fixer la limite de l'intervention.

Si telle doit être la portée de la loi de 1919 et s'il appartient uniquement au Parlement de voter le chiffre global de l'intervention du Trésor belge, il lui appartient cependant, en tout état de cause, d'en apprécier les éléments de nature à déterminer ce chiffre et, partant, de vérifier si celui-ci n'est point susceptible d'être réduit.

Le chiffre total de l'intervention de l'État belge était dans la rédaction primitive de l'annexe du tableau XIV fixée à 3,744,525 francs. Des amendements présentés par le Gouvernement (séance du 22 juin 1921 — doc n° 392) l'ont réduit à 1,905,025 francs et ont modifié certains libellés.

Mais il est à observer que les réductions opérées proviennent pour la plus grande part de transferts au budget des travaux publics (889,000 francs) et de la suppression au compte de ce budget l'indemnité de séjour des agents des douanes et accises (775,000 francs).

Si le poste « invalidité » est réduit de 285,000 francs celui des pensions de vieillesse est majoré de 220,000 francs.

La Commission manque d'éléments nécessaires pour apprécier le bien-fondé des dépenses proposées.

Toutefois elle a dû constater que les dépenses prévues au Département de l'Intérieur apparaissent comme singulièrement élevées et s'est préoccupée si de sérieuses économies ne pourraient être réalisées, entre autres sur les postes suivants :

Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service. fr.	430,000 »
Indemnités de déplacement du Haut-Commissaire et des fonctionnaires (art. 4).	100,000 »
Frais de bureau, éclairage chauffage, automobiles, etc. (art. 5).	200,000 »
Frais de déplacement du conseil supérieur (art. 6).	25,000 »
Acquisition, location et arrangement d'immeubles pour le logement du Haut-Commissaire et l'installation des bureaux (art. 7).	75,000 »
Dépenses imprévues (art. 8).	100,000 »

Les amendements déposés prévoient une diminution de 40,000 francs sur les frais de déplacement du Haut Commissaire du Roi et des fonctionnaires. Le chiffre est ramené ainsi à 60,000 francs. La dépense de l'année 1920 fut de fr. 55,867.91.

Les explications fournies relativement à l'article 5 indiquent que les dépenses s'élevèrent à 336,320 francs, dont 107,115 francs pour autos : acquisitions, essence, huiles, pneus. Une réduction de ce chef s'imposait évidemment.

Il ressort des renseignements donnés qu'il a été dépensé en 1920, du chef des dépenses formant l'article 7 :

Loyer des bureaux de l'hôtel du Gouvernement fr.	1,500 »
Loyer de l'habitation du Haut-Commissaire du Roi.	1,500 »
Loyer et entretien des bureaux de l'intérieur	3,900 »
Loyer du bureau du service de traduction, y compris le chauffage et l'éclairage	1,670 »
Loyer du bureau de l'inspection forestière	2,500 »
Entretien et ameublement de l'hôtel du Gouvernement, des jardins et des bureaux	12,000 »
TOTAL.	23,000 »

Si une somme de 40,000 francs a été prévue au delà, c'est « parce qu'il est probable que, au cours de l'exercice, le Gouvernement pouvait acheter un immeuble pour le cadastre, et, sur cette somme, on aurait imputé une partie du coût de l'immeuble en l'échelonnant sur divers exercices ».

Il ne paraît pas possible de confondre dans ce Budget des dépenses extraordinaires, et de prévoir leur apurement en plusieurs exercices.

La même remarque s'impose relativement à l'article 8 :

Il a été dépensé 94,098 francs en 1920 et ce prix comprend 45,330 francs pour « imprimerie et matériel. » Il semble y avoir là des dépenses d'installation d'un service permanent, ce qui se concilie assez peu avec le régime provisoire auquel le budget doit pourvoir.

Si nous passons à l'Administration des travaux publics, il faudrait, pour des raisons identiques, écarter du budget l'acquisition d'un immeuble, qui figure dans les propositions nouvelles des amendements.

La Commission a demandé des renseignements au sujet des rentes invalidité et des pensions de vieillesse. Il en résulte que les chiffres de 400,000 francs, à condition d'être, ainsi que le proposent les amendements, réduites à 115,000 et celui de 300,000 francs sont en rapport avec les charges à couvrir :

Les rentes invalidité sont attribuées en application des dispositions du Code allemand des assurances sociales encore en vigueur dans les territoires. D'une manière générale, toute personne y a droit qui fait preuve d'avoir versé, sous le régime de l'assurance obligatoire, un minimum de 200 cotisations hebdomadaires.

Le montant des rentes est calculé en raison du nombre des cotisations hebdomadaires versées par l'impétrant et qui est constaté par les cartes quittances (espèce de carnets de retraite). L'État donne un subside s'élevant à environ un tiers jusqu'à un quart du montant de la rente.

En 1920, l'administration des postes a payé par avance les rentes. Elle a renseigné que la somme avancée par elle s'élève pour la période du 1^{er} février 1920 au 31 décembre à 108,000 marks et 301,000 francs, du 1^{er} janvier 1921 jusqu'au 31 mars 1921 à 170,000 francs.

Pour 1921, on peut évaluer, d'après ce dernier chiffre, les dépenses de ce chef pour la période du 1^{er} avril 1921 jusqu'au 31 décembre 1921 à environ $3 \times 175,000$ francs = 525,000 francs. Donner les chiffres exacts de ces dépenses à la charge du Gouvernement, est impossible pour le moment car il faudrait être en possession des quittances détenues encore actuellement par la poste pour procéder à l'évaluation de ces charges. En tout cas la part du Gouvernement dépasse le tiers de ce chiffre, puisque parmi les quittances détenues encore par la poste, on ne trouve que les quittances des bénéficiaires de rentes-accidents allouées par les corporations allemandes et qui sont entièrement à la charge du Gouvernement en application de la convention d'Aix-la-Chapelle du 9 juillet 1920 et du décret du 19 avril 1921.

C'est en vertu du décret du 1^{er} avril et de l'arrêté d'exécution du 15 avril 1921 qui reproduisent la loi du 20 août 1920 et l'arrêté d'exécution du 10 novembre 1920 belges en cette matière que les allocations de vieillesse sont accordées.

Par conséquent les impétrants doivent remplir les conditions prévues par les dispositions légales en vigueur en Belgique.

Evaluer dès maintenant le chiffre exact de cette charge dont le régime vient d'entrer en vigueur, est impossible. — Au début il était prévu une dépense de 300,000 francs. Mais il est possible que ce chiffre ne sera pas atteint, vu le retard mis dans la publication des dispositions légales.

D'après les amendements le service des routes des districts sera désormais placé sous l'administration des Ponts et Chaussées de Belgique. Le budget sera débarrassé des traitements, indemnités et frais de bureau de ce chef. Mais il conservera les bâtiments civils, travaux publics, le service provincial et nous constatons que le crédit d'entretien ordinaire des bâtiments devrait être majoré de 22,1 00 francs.

Les conclusions qui se dégagent de cet examen, forcément incomplet, sont de deux natures.

En ordre général il confirme la nécessité de faire cesser au plus tôt le régime spécial de l'administration des cercles — tout au moins en matière budgétaire.

La seconde est la possibilité de réaliser de très sérieuses économies dans les dépenses proposées. La Commission estime que la part d'intervention pour l'État belge pourrait être réduite de 1,905,025 francs à 1,500,000 francs. Elle vous propose en conséquence de ramener à ladite somme de 1,500,000 francs, le crédit proposé de 3,711,525 francs, déjà réduit à 1,905,025 francs par un amendement du Gouvernement (n° 392).

Le Rapporteur,
WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1920-1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN
VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Bijlage van tabel XIV. — Regeering Eupen-Malmédy.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE BEGROOTING (2) UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De wet van 15 September 1919 had aan de Begrooting van Financiën de begrooting gehecht van de kringen Eupen-Malmédy, die nog onder een bijzonder stelsel staan. Door een u onderworpen wetsontwerp, ingediend na het neerleggen van Tabel XIV, werd die begrooting gehecht aan die van Binnenlandsche Zaken.

De begrooting Eupen-Malmédy sloot met een tekort van 3,711,525 frank volgens het eerst ingediend ontwerp.

Het is van belang, sommige cijfers van de ontvangsten, in dien staat vermeld, te vergelijken met die, welke onder dezelfde hoofding staan in de Belgische Begrooting van 's Lands Middelen.

Zoo is in deze laatste begrooting de raming van de ontvangsten voortvloeiende uit de rechtstreeksche belastingen : 464,530,000 frank, en uit de registratie 304,150,000 frank, d. i. onderscheidenlijk fr. 61,55 en fr. 40,55 per inwoner.

(1) Begrooting, n° 101.

Algemeen verslag, n° 261.

(2) Samenstelling van de *Commissie voor de Begrooting* :

a) De leden van de **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrotingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelynck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : De heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

Voor dezelfde belastingen zijn de ramingen van de ontvangsten in het Beheer van Eupen-Malmedy slechts 1,300,000 frank en 235,000 frank voor 9 maanden, d. i. 1,733,333 frank en 313,333 frank voor een jaar, of onderscheidenlijk fr 27,09 en fr. 4,90 per hoofd.

Men dient evenwel op te merken dat, in 1914, de inwoners van Eupen en Malmedy zich ten aanzien van het Duitse Rijk in denzelfden toestand bevonden, onder oogpunt van Begroting, als zij zich thans bevinden ten aanzien van België : door hunne Regeering, Pruisen, werden inderdaad de rechtstreeksche belastingen geïnd, terwijl de Keizerlijke Regeering de tol-, accijnsrechten, enz., inde.

Ze wisten toen niet alléén te voorzien in al hunne uitgaven met de opbrengst van de rechtstreeksche belastingen, maar Pruisen stortte bovendien in de kas van het Rijk eene bijdrage, genaamd « Matricul-bijdrage », afgenomen van hare eigen inkomsten.

Zooals de toestand nu is, doet het tegenovergestelde zich voor : België zou het tekort moeten dekken van de begroting der districten tot beloop eener som van 3,711,525 frank voor negen maanden of, voor een jaar, van 4,948,700 frank, hetzij fr. 77.32 per inwoner van de districten. Ieder Belg moet dus fr. 0.66 bijdragen om het tekort van Eupen-Malmedy aan te zuiveren.

Deze toestand van de begroting eischt ernstig de aandacht.

De regeling betreffende de grondgebieden van Eupen-Malmedy is van bijzonder aard.

De wet van 15 September 1919, tot inrichting van hun bestuur, verleende buitengewone machten van den Hoogen Commissaris. « De Koninklijke Hoog-Commissaris oefent de volledige wetgevende en uitvoerende macht uit, onder het gezag van den Eersten Minister. » (art. 2).

Moet dit gezag, als gevolgtrekking, de bekrachtiging van de financiële zelfstandigheid dezer grondgebieden medebrengen en hun beheer aan de regeling der algemeene comptabiliteit onttrekken ?

De begroting wordt ingediend te zamen met de machtiging, begrepen in de voorafgaandelijke nota, aan den Hoogen Commissaris gegeven « om de aangegeven credieten te vermeerderen of te verminderen wanneer dit door de omstandigheden wordt vereischt en in zooverre deze wijzigingen niet voor gevolg hebben, de tusschenkomst van den Belgischen Staat in de uitgaven der kringen te vergrooten ».

In de voorgestelde teksten noch in de opschriften is er iets dat zulke machtiging van overschrijvingen van artikel op artikel en van hoofdstuk op hoofdstuk bekrachtigt.

Zij zou van aard zijn om een afdoende contrôle te beletten en om de gedane uitgaven aan het gewone nazicht te onderwerpen : de rol van het Parlement zou zich beperken met te zeggen tot hoeverre de tusschenkomst zou mogen geschieden.

Indien zulks de strekking moet zijn der wet van 1919 en indien het alleen aan de Kamers behoort het globaal bedrag te bepalen van België's financieel tusschenkomst, toch behoort het haar ook, in elken stand der zaak, er de gegevens

van te toetsen ten einde dit cijfer te kunnen vaststellen en, dienvolgens ook, na te gaan of dit cijfer niet vatbaar is voor vermindering.

Het totaal bedrag van België's financieele tusschenkomst was, volgens den eersten tekst der bijlage van tabel XIV, bepaald op 3,711,525 frank. Amendementen, door de Regeering ingediend (vergadering van 22 Juni 1921, stuk n° 392), hebben het verminderd op 1,905,025 frank en sommige opschriften er van gewijzigd.

Er dient echter aangemerkt te worden dat de verminderingen meestal voortvloeien uit de overdracht op de Begrooting van Openbare Werken (889,000 frank) van de verblijfsvergoeding der beambten van de douanen en de accijnzen (775,000 frank).

Zoo de post « invaliditeit » werd verminderd met 285,000 frank, dan werd de post van de ouderdomspensioenen vermeerderd met 220,000 frank.

De Commissie bezit niet de noodige gegevens om de gegrondheid van de voorgestelde uitgaven te beoordeelen.

Zij heeft echter kunnen vaststellen dat de uitgaven, voorzien bij het Departement van Binnenlandsche Zaken, buitengewoon hoog voorkomen, en zij bejverde zich om na te gaan of er geene ernstige bezuinigingen konden gedaan worden, b. v. op de volgende punten :

Jaarwedden der ambtenaren, beambten en dienstlieden . . . fr.	430,000	»
Reisvergoeding van den Hoogen Commissaris en van de ambtenaren (art. 4)	100,000	»
Kantoorkosten, verlichting, verwarming, autos, enz. (art. 5) . . .	200,000	»
Reiskosten, van den hoogerem raad (art. 6)	25,000	»
Aankoop, huur en inrichting van onroerende goederen voor de huivesting van den Hoogen Commissaris en de inrichting der bureelen (art. 7).	75,000	»
Onvoorziene uitgaven (art. 7)	100,000	»

De ingediende amendementen voorzien eene vermindering van 40,000 frank op de reiskosten voor den Hoogen Koninklijken Commissaris en de ambtenaren. Het bedrag werd verminderd op 60,000 frank. De uitgave voor 1920 bedroeg fr. 55,867,94.

De verklaringen verstrekt bij artikel 5 toonen aan, dat de uitgaven 336,320 frank bedroegen, waarvan 107,116 frank voor autos : aankoop, benzine, olie, buitenbanden. Het was werkelijk noodig hier te besnoeien.

Uit de gegeven inlichtingen blijkt dat voor 1920 werd uitgegeven :

Huur der bureelen van het Gouvernementshotel	1,500	»
Huur der woning van den Hoogen Koninklijken Commissaris . . .	1,500	»
Huur en onderhoud van de bureelen der Binnenlandsche Zaken. .	3,900	»
Huur van het bureel voor den vertaaldienst, daarin begrepen vuur en licht.	1,670	»
Huur van het bureel voor het Boschtoezicht	2,500	»
Onderhoud en bemeubeling van het Gouvernementshotel, de tuinen en de bureelen	16,000	»
TOTAAL. fr.	23,000	»

Eene som van 40,000 frank werd voorzien, omdat het waarschijnlijk is dat, in den loop van het dienstjaar, de Regeering een gebouw zou kunnen aankopen voor het kadaster, en men zou een gedeelte van de kosten daarvan hebben overgebracht op die som, tragswijze over verschillende dienstjaren.

Het blijft niet mogelijk, bij deze Begrooting buitengewone uitgaven te mengen en de aanzuivering er van te voorzien over verschillende dienstjaren.

Dezelfde opmerking dient te worden gemaakt in verband met artikel 8 :

In 1920 werd uitgegeven 91,098 frank, en die som onvat 45,330 frank voor « drukkerij en materieel ». Ons dunkt dat dit kosten van inrichting zijn voor een bestendigen dienst, wat kwalijk overeen te brengen is met het voorloopig stelsel, waarvoor de begrooting moet dienen.

Wanneer wij overgaan tot het beheer der openbare werken, zou men om dezelfde redenen uit de begrooting moeten weglaten het aankopen van één onroerend goêd, zooals voorkomt in de nieuwe voortstellen der amendementen.

De Commissie heeft inlichtingen gevraagd betreffende de invaliditeitsrenten en de ouderdomspensioenen. Daaruit blijkt dat de som van 400,000 frank, — op voorwaarde dat zij wordt verminderd, wat de amendementen voorstellen, tot 115,000 frank — en die van 300,000 frank, in verhouding zijn met de lasten.

De invaliditeitsrenten worden toegekend bij toepassing der bepalingen van het Deutsche Wetboek op de sociale verzekeringen, thans nog van kracht in de gebieden. Over het algemeen hebben daarop recht alle personen, die het bewijs leveren, onder het stelsel der verplichte verzekering, een minimum van 200 wekelijksche bijdragen te hebben gestort.

Het bedrag der renten wordt berekend op grond van het getal wekelijksche bijdragen door den verkrijger gestort, en dat vastgesteld wordt door de kwijtingskaarten (soort van lijfrenteboekjes). De Staat schenkt een toelage die gaat van ongeveer één derde tot één vierde van het bedrag der rente.

In 1920 heeft het Postbeheer de renten vooraf betaald. Het heeft opgegeven dat de som, als voorschot betaald, bedraagt 108,000 mark en 301,000 frank voor het tijdperk van 1 Februari 1920 tot 31 December en 170,000 frank van 1 Januari 1921 tot 31 Maart 1921.

Voor 1921 kan men, op grond van dit laatste cijfer, voor het tijdsverloop van 1 April 1921 tot 31 December 1921, de uitgaven, uit dien hoofde ramen op ongeveer $3 \times 175,000$ frank = 525,000 frank. Vooralsnu is het niet mogelijk, de juiste cijfers op te geven van deze uitgaven ten laste van de Regeering, want om de raming van deze lasten te kunnen maken, zou men moeten beschikken over de kwijtschriften, welke thans nog in het bezit der post zijn. Wat er ook van zij, het aandeel der Regeering overtreft $\frac{1}{3}$ van dit cijfer, want onder de kwijtschriften, welke nog in het bezit zijn van de post, bevinden zich slechts die der rechthebbenden op ongevallen pensioenen toegekend door de Deutsche corporatiën en welke geheel ten laste van de Regeering komen krachtens de overeenkomst van Aken, dd. 9 Juli 1920, en het decreet van 19 April 1921.

De ouderdomspensioenen worden verleend op grond van het decreet van 1 April en het besluit ter uitvoering van 15 April 1921, waarbij worden

overgenomen de Belgische wet van 20 Augustus 1920 en het Belgisch besluit ter uitvoering van 10 November 1920.

Dienvolgens moeten de aanvragers de vereischten vervullen, welke door de in België van kracht zijnde wetsbepalingen worden voorzien.

Onmogelijk is het, van stonden aan, het juiste bedrag van dezen maar pas ingevoerden last te bepalen. In den beginne was er eene uitgave van 300,000 frank voorzien. Mogelijk echter wordt dit cijfer niet bereikt, uit hoofde van het laat-tijdig bekendmaken der wetsbepalingen.

Krachtens de amendementen komen voortaan de dienst der wegen van de districten onder de bevoegdheid van het Bestuur van Bruggen en Wegen van België. De wedden, vergoedingen en kantoorkosten, daaruit voortspruitende, zullen dus uit de Begrooting worden geschapt. De burgerlijke gebouwen, de openbare werken, de provinciale dienst zullen echter behouden blijven, en wij stellen vast dat het crediet voor het gewoon onderhoud der gebouwen met 22,000 frank diende verhoogd te worden.

Uit dit onderzoek, dat noodzakelijkerwijs onvolledig is, leiden wij twee verschillende gevolgen af :

In algemeenen regel blijkt daaruit, dat het noodzakelijk is ten spoedigste een einde te maken aan de bijzondere regeling van het bestuur der kringen — ten minste in zake begrooting.

Tweedens blijkt daaruit, dat het mogelijk is, besparingen van belang in de voorgestelde uitgaven te verwezenlijken. De Commissie is van gevoelen, dat het aandeel van den Belgischen Staat van 1,905,025 frank tot op 1,500,000 frank kon verminderd worden. Zij vraagt u dus, tot gezegde som van 1,500,000 frank terug te brengen het voorgestelde crediet van 3,711,525 frank, dat reeds door een Regeeringsamendement (n° 392) tot op 1,905,025 frank werd verminderd.

De Verslaggever,
WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.